

Directeur : GEORGES SAUGE

LETTRE D'INFORMATION

ACTUALITÉS

« Savoir pour sauver »

BRÉSIL

La pénétration communiste en Amérique latine est un fait d'évidence; si sa portée réelle, et ses conséquences possibles font l'objet d'appréciations diverses, le fait en lui-même n'est plus discuté. Pourtant, il faut reconnaître que les événements de Cuba ont, dans les mois passés, masqué dans une certaine mesure, même à ceux qui s'attachent à étudier les objectifs et les méthodes du communisme international, l'évolution de la situation dans les autres pays du continent sud-américain. Au Brésil, l'élection de Quadros, les méandres de sa politique extérieure, l'activité des ligues paysannes ou le voyage en Chine communiste de Joao GOULART, tout cela passait un peu au second plan. Et puis, brusquement, la démission du président Quadros a fait se tourner, vers cet immense pays, l'attention inquiète du monde libre.

QU'EST-CE QUE LE BRÉSIL ?

16 fois la France, plus de 4.000 kilomètres du Nord au Sud, autant de l'Est à l'Ouest dans sa plus grande largeur, le Brésil est un énorme territoire peuplé de 64 millions d'habitants environ (contre 30 millions en 1920 et 44 millions en 1945). La population est concentrée dans un certain nombre de régions, notamment le long de la côte atlantique et dans la zone méridionale; mais dans d'immenses régions telles que le bassin de l'Amazone ou le Matto Grosso la densité tombe à 1 habitant par 3 km². La région du Nord Est, dont nous aurons l'occasion de reparler, est un plateau sec, où alternent les cultures et la brousse. En descendant vers le Sud, le bassin amazonien est le domaine quasiment impénétrable de la forêt vierge, peuplé — si l'on peut dire — de groupes isolés d'indiens pour la plupart très

primitifs. Le plateau central est sablonneux, peu fertile sur sa partie ouest couverte de savane et de broussailles. Viennent ensuite les régions les plus riches : Minas Geraes, le plateau des mines aux ressources prodigieuses, la côte atlantique et le plateau méridional enfin, avec leurs îlots industriels et leurs terres fertiles.

40 % de blancs, 20 % de métis, 35 % de noirs (ou de sang noir) et 5 % d'indiens, telle est la composition de la population brésilienne; les races différentes se sont assimilées comme nulle part ailleurs en Amérique latine et il ne se pose absolument aucun problème racial. L'émigration y a été très importante jusqu'à ces dernières années, italiens, polonais, espagnols et allemands en particulier.

L'économie brésilienne a été longtemps basée uniquement sur son agriculture. La monoculture a été jusque dans le premier quart du siècle la caractéristique de l'agriculture du Brésil — où était, et demeure en vigueur le système des grandes exploitations — et la situation économique, étroitement liée aux fluctuations des cours mondiaux a été longtemps, de ce fait, profondément instable. Aujourd'hui la culture est beaucoup plus diversifiée et si le café reste une des plus importantes ressources agricoles, la canne à sucre, le cacao, le blé, le riz, le coton sont produits en abondance. Cependant les territoires du Nord Est, où la terre est partagée entre des grands propriétaires fonciers relativement peu nombreux, n'offrent aux paysans brésiliens, exploités et misérables, que des conditions de vie effroyables, les pires sans doute de l'Amérique latine et parmi les plus mauvaises certainement du monde civilisé. Les méthodes de culture y sont depuis longtemps périmées, la terre y meurt de sécheresse souvent faute de techniques modernes de mise en valeur, le problème du logement ne saurait être pire, l'analphabétisme est presque de règle et le revenu moyen ne cesse de s'y amenuiser face à une démographie en constant accroissement.

Les ressources minières sont énormes, l'extraction a été intensifiée au cours de ces dernières années mais les gisements sont d'une richesse considérable et leur mise en valeur représente une œuvre de longue haleine. On trouve dans l'état de Minas Geraes de l'or, des diamants, du fer, du manganèse, etc...

L'industrie enfin est en pleine évolution, notamment dans la région de Sao Paulo et dans les régions méridionales. Le rythme d'industrialisation est supérieur à celui de tous les pays du « tiers-monde » : industries énergétiques, sidérurgie (Volta Redonda), mécanique, automobile, extraction et traitement du pétrole. Le Brésil a pour lui la chance de disposer, particulièrement dans l'Etat de Sao Paulo, d'une élite d'industriels et d'entrepreneurs (au sens large) et d'une classe moyenne supérieure à tout ce qu'elle est en général dans le continent sud-américain. Certaines branches de l'industrie (téléphone par exemple) sont cependant encore aux mains de compagnies étrangères.

L'exploitation et la mise en valeur des richesses immenses du Brésil suppose bien entendu qu'il soit fait appel, dans une mesure extrêmement large, aux capitaux étrangers. Il en résulte une dette extérieure particulièrement lourde qui atteint actuellement 3 milliards de dollars, dont 1.800 millions des U.S.A. Ceci symbolise le dilemme devant lequel se trouve placée toute politique au Brésil : appel indispensable aux capitaux étrangers, et notamment aux dollars, et respect d'un sentiment nationaliste très accusé et très sensibilisé à tout ce qui peut ressembler à une dépendance quelconque de l'étranger. En même temps, si le Brésil cherche un soutien financier occidental, certains de ses grands propriétaires fonciers ou de ses industriels ne seraient pas mécontents de trouver des débouchés à l'Est pour leur café, leur cacao ou leurs produits manufacturés. Et ceci n'est pas étranger au soutien par certains milieux de la bourgeoisie d'une politique extérieure de style neutraliste.

Au point de vue social les éléments les plus défavorisés se trouvent, nous l'avons vu dans le Nord-Est. Les populations paysannes y sont d'ailleurs en état permanent de rébellion et sous l'impulsion de Francisco Juliao, jeune avocat qui se réclame ouvertement du castrisme et qui applique la technique des meilleurs agents communistes, se sont constituées les ligues paysannes dont l'action s'étend sur un très large territoire de Pernambouc à Maranhao. Poussées par Juliao qui leur promet la conquête du bien-être « si les paysans s'unissent et imposent leur volonté » à l'exemple de Cuba « libre » grâce à Castro « le grand », ces ligues sont abreuvées d'une abondante propagande révolutionnaire généreusement distribuée par la Chine communiste et par la Havane et leur objectif avoué est la lutte contre

le droit de propriété. Elles se sont déjà durement heurtées avec la police et même avec les troupes fédérales.

Quant au prolétariat, il se groupe dans les « favelas », ces quartiers des grandes villes; infâmes et grouillants à Rio notamment, ils côtoient, physiquement pourrait-on dire, les quartiers résidentiels dont aucun « no man's land » ne les sépare. Mais cette masse misérable est pratiquement amorphe. Elle n'éprouve qu'à peine un sentiment d'envie ou de révolte. Aussi plutôt que de la travailler directement les communistes préfèrent agir dans les milieux syndicaux, universitaires ou de fonctionnaires en vue de fomer des cadres destinés le cas échéant à utiliser et à canaliser la force latente de cette masse.

Le parti communiste, dirigé par Luis Carlos Prestes, est illégal mais il agit dans la clandestinité avec une grande efficacité en « noyant » les milieux syndicaux et administratifs où son influence est loin d'être négligeable. Il a aussi une forte influence dans les milieux d'étudiants qui ne cachent pas leur sympathie pour Castro et ne perdent pas d'occasion de la manifester, fût-ce avec violence.

En fait, le parti communiste clandestin du Brésil est une force politique avec laquelle le gouvernement doit compter. Une autre force politique est représentée par l'armée qui, de tendance pro-occidentale, se donne pour tâche de maintenir le Brésil à l'écart des sentiers de l'aventure politique et veut sauvegarder à tout prix l'unité du pays; elle vient d'ailleurs d'en donner la preuve. En dehors de ces deux éléments, les partis politiques représentent peu de choses. Il ne faut surtout pas voir derrière les étiquettes qu'ils se donnent, les partis traditionnels que nous connaissons, ni dans leur recrutement ni dans leur programme : les soutiens que nous dirions « de droite » ne manquent pas, au Brésil, aux partis que nous appellerions « de gauche ». D'ailleurs, en dehors des élections présidentielles dont le résultat se traduit par le renouvellement complet des équipes administratives et que les Brésiliens considèrent un peu comme une lutte sportive passionnante, qui a sa répercussion sur toute la vie du pays, la politique (au sens où nous l'entendons en France par exemple) intéresse peu.

L'EVOLUTION POLITIQUE DU BRESIL

Il n'est pas possible de comprendre les événements actuels sans remonter à l'année 1930 qui a marqué le début du long passage au pouvoir de Getulio Vargas, passage dont le Brésil garde profondément l'empreinte. Porté à la présidence par la révolution de 1930 qui mit fin à la politique libérale du gouvernement brésilien, après avoir été candidat malheureux au titre de représentant de l'Etat de Rio

Grande Do Sul, Vargas devait ne plus quitter le pouvoir jusqu'en 1954 (sauf une courte interruption entre 1946 et 1950. Dès le début de sa première présidence Vargas prit des mesures centralisatrices; l'exécutif et le législatif passèrent entièrement entre ses mains. Il rencontra l'opposition des « paulistes », habitants de Sao Paulo, dont un représentant aurait dû se trouver à la place de Vargas; un soulèvement eut même lieu en 1934 qui échoua. Un nouveau soulèvement en 1935, d'inspiration communiste fut-il dit, permit à Vargas de se faire accorder les pleins pouvoirs; après une dernière menace en 1938 il ne rencontra pratiquement plus d'opposition. Vargas fut réellement le premier président brésilien qui prit vraiment conscience des possibilités d'avenir du Brésil et de la tâche immense qu'allait exiger sa mise en valeur. Il réforma profondément la constitution dans un sens autoritaire et après avoir promulgué d'importantes réformes sociales que le Brésil n'oubliera pas, il proclama en 1937 l'Estado Novo qui, grâce précisément à la centralisation et au caractère autoritaire du régime, permit d'importantes réalisations, rappelant en beaucoup de points le fameux New Deal de Roosevelt. Cependant, à la fin de la dernière guerre mondiale, le Gouvernement Vargas se trouve dans une position difficile : sa politique sociale généreuse, les augmentations des salaires et des soldes, les dépenses pour le corps expéditionnaire en Europe, ont pour conséquence de lourdes charges budgétaires et un sensible accroissement des impôts. Le pays est désenchanté, les sacrifices paraissent trop lourds, l'armée sinquiète de l'appui donné à Vargas par l'extrême gauche (Carlos Prestes, Chef du parti communiste, interné depuis 9 ans vient alors d'être relâché) et des campagnes démagogiques de son parti. Vargas se retire en 1945 après en avoir été fermement prié par l'armée; ce qui n'empêche d'ailleurs pas le candidat qu'il soutient, le Général Dutra de lui succéder à la présidence. Quatre ans après, en 1950, Vargas est rappelé à la tête du Brésil dans un enthousiasme général et se trouve élu à une très forte majorité. Mais toutes les catégories sociales attendaient de lui le miracle. Dès lors il ne sait quelle voie prendre, il n'arrive plus à discerner la tendance populaire, écoutant les uns et les autres : élu comme travailliste, il s'entoure de conservateurs, il fait appel au capital étranger et le taxe lourdement, il veut favoriser l'entreprise privée en même temps qu'il l'écrase de charges sociales nouvelles. Finalement le régime sombre dans la démagogie; attaqué de toutes parts, notamment par le redoutable polémiste Carlos Lacerda, aujourd'hui Gouverneur de l'Etat de Guanabara, en raison des malversations et des compromissions d'un entourage corrompu, Vargas se donne la mort le 25 Août 1954, sept ans

jour pour jour avant la démission de Quadros.

Après une période transitoire, Juscelino Kubitschek est élu président et adopte, lui, une politique résolument inflationniste, déclarant qu'il veut en cinq ans faire progresser le Brésil de cinquante ans. Il réalise Brasilia, symbole de la marche vers l'Ouest, accélère l'industrialisation, ouvre des routes, met en chantier de grands travaux.. Il fit pour cela largement appel aux capitaux étrangers et reçut un accueil favorable. Mais à la fin de son mandat la note était lourde, la charge des emprunts était considérable, et une masse de nouveaux moyens de paiement avait été émise. Et puis le gaspillage, la corruption des mœurs administratives continuaient à être la plaie du pays.

Là-dessus se présente Janos Quadros, ancien avocat sans cause, entré dans la politique où il ne rencontra que des succès et brûla les étapes pour se retrouver Gouverneur de l'Etat de Sao Paulo, la plus riche, la plus dynamique, la mieux équilibrée des provinces du Brésil. Là, Quadros avait fait merveille grâce à une orthodoxie financière et à une politique d'austérité qui fut très efficace et lui valut le soutien des industriels, des capitalistes et des classes bourgeoises. Aussi quand Quadros se porta candidat à la Présidence, sous le signe du « balai », on vit en lui le restaurateur de la situation financière du pays, le champion de l'intégrité, de la droiture et de la justice. Son élection fut un très grand succès et son installation un véritable triomphe.

Malheureusement, il héritait d'une situation difficile et l'assainissement financier du pays tout entier était une autre tâche que celui de l'Etat de Sao Paulo. Certes on doit porter à son actif une certaine remise en ordre de l'administration, un coup de frein sérieux à la spéculation sur le cruzeiro et aux investissements brésiliens dans les compagnies étrangères. Mais la dévaluation, d'ailleurs très orthodoxe, à laquelle il commença par recourir et les hausses de prix qui s'en suivirent désenchantèrent ceux qui avaient espéré le résultat sans songer aux moyens nécessaires. Certes, il obtint des Etats-Unis d'une part, de l'Europe d'autre part un soulagement transitoire de la dette extérieure sous forme de consolidation de prêts antérieurs; il obtint aussi de nouveaux crédits, mais, à l'intérieur, l'inflation reprenait de plus belle et la planche à billets, loin d'être brisée, fonctionnait à nouveau, et les promesses non tenues commençaient à soulever la mauvaise humeur.

Quant à sa politique extérieure elle a été définie par cette boutade d'une personnalité brésilienne : « Janos shoote des deux pieds ». En fait, il semble qu'il ait été mieux doué du pied gauche. Au départ, on peut croire à un souci d'indépendance vis-à-vis de Washington, à une façon

de prendre ses distances, d'éviter de s'engager, à un désir, au demeurant légitime, d'être considéré comme un associé et non comme un quémandeur. D'ailleurs il proclame sa sympathie pour l'Occident, son attachement à l'O. E. A. et à la solidarité interaméricaine. Mais il ne tarde pas à exprimer son désir de nouer des relations « avec tous les peuples du monde », notamment avec ceux du bloc oriental. Il reçoit les envoyés de Cuba, de l'Est, des pays neutralistes, fait à ceux-ci des avances et les assure de son admiration. Entre temps, il continue d'ailleurs à protester de ses bonnes intentions vis-à-vis des Etats-Unis, il n'accueillera pas Galvao, il aura au moment de l'affaire cubaine une attitude prudente et sentant venir la réprobation de l'Eglise catholique qui lui avait accordé son soutien, il se déclare bien haut « progressiste et chrétien ». Tout cela, malheureusement, évoque fâcheusement un certain « barbu » des Caraïbes ! Pas plus que lui à ses débuts, il n'est communiste mais il croit à la possibilité d'évoluer entre les deux blocs, à la possibilité d'un neutralisme intéressé et rentable sous couleur d'une illusoire indépendance. Toujours est-il que ces prises de position équivoques alarment l'armée, inquiètent l'Eglise, irritent une fraction de l'opinion publique. L'archevêque de Rio ne cache pas son opinion : « le neutralisme n'existe pas. C'est une supposition, c'est une fiction, c'est une erreur. Le neutralisme, dans ce cas, signifie désunion et ce qui est pire trahison ». Carlos Lacerda écrit : « j'ai le droit de savoir si le Brésil appuie ou non la dictature totalitaire installée à Cuba. L'attitude du Gouvernement fédéral est équivoque : il faut la rendre claire ». Alors Quadros louvoie de plus belle : il accueille cordialement Stevenson au cours de la tournée de ce dernier en Amérique du Sud. Mais auparavant il a signé un nouveau protocole de commerce avec l'U.R.S.S. ; puis, malgré de pressantes mises en garde, il renoue enfin les relations diplomatiques avec la Russie soviétique, rompues depuis 15 ans. A la conférence de Punto del Este, le Brésil se montre, pour Washington très satisfait, un partenaire sérieux ; mais, à son retour de la conférence, Che Guevara, le maître de l'économie cubaine et l'insulteur des Etats-Unis est reçu à bras ouverts à Brasilia. Au cours d'une cérémonie que la réprobation de l'armée et de certains de ses collaborateurs oblige Quadros à rendre quasi clandestine, il reçoit des mains du président brésilien la Croix du Sud, la plus haute décoration nationale. Et le 25 Août, à l'aube, Janos Quadros annonce à deux de ses collaborateurs sa décision de démissionner de sa charge : « ses forces obscures se dressaient contre lui, de toute part les attaques le harcelaient, la réaction se faisait impitoyable, gouverner lui était désormais impossible ». Ni les

objurgations de son entourage ni les assurances qu'il reçut de ses ministres militaires ne le firent fléchir. En fin de matinée l'avion présidentiel s'envolait de Brasilia.

La nouvelle stupéfia le Brésil, puis le monde entier. Quelles raisons avaient pu conduire Quadros à cette retraite imprévue ? Désir de faire une fausse sortie afin de se faire appeler et de pouvoir ainsi dicter ses conditions ? Panique devant l'approche du moment où il allait falloir clairement définir sa voie et sa politique ? Recul devant les attaques qui se faisaient de plus en plus nombreuses ? Tout cela sans doute, mais il faut, pour être complet, faire état d'une explication que l'on répugne un peu, à première vue, à retenir mais que des sources sérieuses ont tendance à conformer, celle d'une défaillance psychologique, que l'attitude antérieure de l'ancien président pouvait paraître-il parfois laisser craindre.

Quoi qu'il en soit, le second personnage de l'Etat, le Vice-président Joao Goulart à qui revient de droit la Présidence (sauf « empêchement » voté par le Congrès) est, on ne peut moins opportunément, en visite officielle en Chine communiste où des témoignages d'admiration et de sympathie s'échangent de part et d'autre. Alors le Maréchal Denys, ministre de la guerre du Gouvernement Quadros prend « la tutelle du pouvoir » et s'oppose avec la plus grande partie de l'armée au retour et à l'installation de Goulart qui est accusé de rechercher l'appui des castristes et des marxistes et qui, muni des pouvoirs qui seraient constitutionnellement les siens, risquerait de conduire le pays dans la voie de l'aventure cubaine. Cependant le Brésil voit se dresser peu à peu adversaires et partisans de Goulart. Celui-ci, riche propriétaire d'une fazenda dans le Rio Grande Do Sul, fut le ministre du Travail de son compatriote Vargas, qui l'amena ainsi à la vie politique. Chef syndicaliste, il acquit également le contrôle de la Sécurité Sociale brésilienne qu'il garda lorsqu'il fut élu Vice-Président sous Kubitschek. Apprenant la démission de Quadros, il hésite à rentrer, il attend, veut voir venir. Le Brésil se coupe en deux et le plus virulent défenseur de Goulart se révèle être son beau-frère Brizzola, Gouverneur du Rio Grande do Sul qui le presse de rentrer, menace de lever des milices populaires, de faire sécession s'il le faut, appuie les ordres de grève lancés par les syndicalistes. Mais Goulart hésite encore, puis finalement sur l'insistance de son beau-frère, décide de revenir et de se soumettre aux décisions du Congrès. Un certain nombre de gouverneurs se prononcent en sa faveur, et la guerre civile menace. C'est alors que le Congrès, qui vient de recevoir de l'armée une mise au point très précise quant à ses sentiments vis-à-vis de Goulart, vote à une très large majorité un amendement cons-

titutionnel établissant le régime parlementaire au Brésil. A la suite de cette décision, l'armée, soucieuse avant tout de préserver le Brésil de la guerre civile et de maintenir son unité et son intégrité, accepte, dans les nouvelles conditions, l'investiture de Joao Goulart.

ET MAINTENANT ?

Goulart ayant accepté les décisions du Congrès, qui, en fait, le dessaisissent des pouvoirs que la constitution accordait antérieurement au Président, fait une déclaration d'investiture prudente et réservée. Il remercie tous ceux qui ont aidé à maintenir l'ordre au Brésil et défendu la légalité, et en particulier l'Eglise catholique. Il déclare sa satisfaction d'avoir assisté « à la victoire du bon sens »... « et de nos meilleures traditions chrétiennes » (Malheureusement l'exemple de Castro a quelque peu contribué à dévaloriser de telles déclarations). Apparemment toutes les divergences paraissent dissipées et le Maréchal Denys a même un « long et cordial entretien » avec le Président Goulart.

En réalité, si le Brésil a échappé à la guerre civile, il ne s'agit là que de la première étape d'une évolution qui autorise toutes les questions, et il ne faut pas se dissimuler que tous les problèmes restent posés.

Conformément à la nouvelle constitution, le premier ministre, choisi parmi les candidats proposés par Goulart, a été accepté par le Parlement en la personne de Tancredo Neves membre du parti majoritaire social-démocratique, ancien ministre de la justice dans le Gouvernement Vargas et qui est très estimé dans l'ensemble du pays. La composition du Gouvernement, suivant le jeu parlementaire que le Brésil vient de se donner en cadeau, a donné lieu à de subtils dosages. Gouvernement d'union nationale, il voit le retour du personnel « Getuliste » qui, sauf les finances et les départements militaires, occupe les postes de commande. Quant aux ministères du travail, Neves, peu soucieux d'endosser les difficultés qui l'attendent auprès des syndicats, a désigné à ce poste un démocrate-chrétien.

Malheureusement le Brésil n'est pas du tout préparé au régime parlementaire. Les partis, nous l'avons dit, ne représentent en fait que peu de choses dans le rapport des forces politiques. Il n'existe pas, nous l'avons dit également, de corps administratif permanent assurant la continuité de la gestion ministérielle et surtout de l'œuvre considérable à accomplir au Brésil. Les décisions à prendre, les options à imposer, bref les conditions particulières dans lesquelles doit être assuré le développement d'un tel pays réclament un régime

fort et dont l'autorité ne puisse être discutée. Incontestablement le régime présidentiel s'impose dans de telles conditions. Aussi ne serait-il pas impossible que l'on vit s'ouvrir une période d'instabilité, pendant laquelle la situation financière et sociale du pays risque de se détériorer au grand bénéfice de ceux dont la misère est un allié de choix.

D'ailleurs le pays se trouve devant une situation financière que la crise n'a pas améliorée loin de là : depuis la démission de Quadros, les retraits bancaires ont conduit à émettre 35 milliards de cruzeiros, ce qui n'empêcha pas les banques de devoir provisoirement fermer leurs portes. La situation monétaire est grave et si la situation économique n'a pas eu le temps de se ressentir sérieusement de la crise politique, la politique financière du nouveau gouvernement brésilien ne risque-t-elle pas de remettre en cause l'aide américaine accordée au plan d'assainissement Quadros, et donc sous réserve de la révision sévère du système financier et monétaire du pays ? Au Brésil comme en France existe d'autre part un « rendez-vous » social d'octobre. Les syndicats réclament 50 % de hausse minimum. Le nouveau gouvernement pourra difficilement refuser quelque chose et ce sera un nouveau départ de l'inflation. Bref — et on le craint à Washington — il semble que le nouveau gouvernement fortement teinté de « Getulisme » revienne précisément à la politique de Vargas.

Et si l'instabilité se prolonge, elle ne peut guère que conduire à la longue à un retour brutal au pouvoir personnel : alors, dans des conditions pires, le problème se posera à nouveau de l'orientation du Brésil.

Par contre il est possible que Goulart ne joue pas le jeu et fasse évoluer le régime politique à nouveau vers le présidentielisme, peut-être même, dit-on en s'alliant avec Kubitschek. Les sympathies que manifeste Goulart, son « progressisme » déclaré, l'influence de son beau-frère Brizzola sont pour le moins inquiétants.

Pour conclure, on peut considérer, semble-t-il, que le premier acte s'est terminé sur un compromis. Cependant, politiquement, dans tout compromis il y a en définitive un bénéficiaire et dans celui-là les forces de gauche ne sont pas perdantes. Qu'on se rappelle toute l'importance que Lénine, dans l'exposé de la stratégie du communisme, accordait au bon compromis (car il savait aussi, pour l'avoir expérimenté qu'il y avait de bons et de mauvais compromis, c'est-à-dire un perdant et un gagnant).

Certes, en face de la montée du castrisme et du communisme au Brésil, l'armée demeure vigilante et c'est une force avec laquelle le Gouvernement devra compter ; mais la position de repli

à laquelle elle a dû se résigner pour sauver l'unité du pays n'est pas de nature à renforcer sa puissance et son influence politique.

Aussi le Brésil doit-il être attentivement surveillé. Plus qu'à Cuba sans doute, c'est là que risque de se jouer le sort de l'Amérique latine toute entière.

L. AUBERT.

DIVERS

GUINEE

L'archevêque de Conakry, Mgr de Milleville, vient d'être expulsé de son diocèse : prétexte officiel, la nationalisation des écoles des missions; raison plus profonde, désir de l'Etat guinéen de mener la lutte contre l'Eglise :

« J'ai été expulsé pour avoir protesté contre certaines conclusions de la conférence du parti démocratique de Guinée qui concernaient l'Eglise, notamment contre la nationalisation de toutes les écoles des missions et surtout contre le projet d'imposer un caractère national à toutes les organisations religieuses de Guinée. »

« La Croix » du 31 août s'intéresse plus particulièrement à la question scolaire :

« Après l'indépendance, les revendications de nationalisation totale de l'enseignement ne devaient pas tarder à devenir une sorte de mot d'ordre. A la Conférence du parti, en avril 1959, quelques délégués demandèrent la suppression immédiate des écoles

privées. La raison qui a toujours été donnée est que les jeunes devaient être éduqués selon l'optique du parti. A ce Congrès, M. Sékou Touré refusa la nationalisation immédiate parce qu'il n'avait pas les cadres nécessaires. »

On peut donc supposer, en toute logique, que les « cadres » qui manquaient en 1959, ne font plus maintenant défaut; peut-être l'accord culturel signé le 29 juillet dernier entre Paris et Conakry n'est-il pas étranger à cette nouvelle situation :

« La convention sur les échanges culturels entre la France et la Guinée, signée le 29 juillet à Conakry, comporte des dispositions générales sur la promotion de la coopération entre les deux pays dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture. »

Elle comporte l'engagement pris par la France de mettre dans toute la mesure du possible à la disposition du gouvernement guinéen, du personnel enseignant pour les établissements publics de Guinée. La convention règle le statut de ces professeurs et les garanties qui leur sont données notamment en ce qui concerne la stabilité de leur emploi et leur rémunération. »

« Combat », 1^{er} août 1961.

Il y a quelque temps, les évêques de Guinée rappelaient dans un communiqué, les difficultés qui montaient; sur 69 écoles dont les Missions assuraient le fonctionnement, 44 avaient déjà été soustraites à leur responsabilité sans qu'aucun accord ne soit intervenu : confiscation, occupation des bâtiments, réquisition des maîtres. Mais l'attitude de Sékou Touré ne s'identifie-t-elle pas avec l'action systématique menée en Pologne, à Cuba, et malheureusement en bien d'autres lieux encore ?

Abonnement trimestriel à la Lettre d'Information : 15 NF. - C.C.P. Paris 15.038-01

CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES DE PSYCHOLOGIE SOCIALE

21, Rue Fortuny, Paris (17^e) - WAGram 36-70